



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 26 – 16 juillet 2021

Sommaire

Fait marquant

- Le *Department for Transport* publie son plan de décarbonation des transports

Climat & Energie

- Le BEIS souhaite revoir à la baisse les taxes vertes sur l'électricité afin d'encourager l'utilisation d'électricité décarbonée
- Le Gouvernement se divise sur la question d'une taxe carbone d'ajustement aux frontières
- Trente-deux élus locaux signent un communiqué demandant plus de pouvoirs dévolus en matière de politique climatique

Environnement

- L'Ecosse s'inquiète des effets néfastes potentiels de sa stratégie de plantation d'arbres

Industrie

- Coventry présente un plan pour la construction d'une *gigafactory*

Transport

- Le Gouvernement souhaite mettre progressivement fin à la vente de nouveaux poids lourds diesel et essence d'ici 2040
- Le Gouvernement lance des consultations sur la décarbonation des secteurs de l'aviation et du maritime
- Le Gouvernement publie son plan d'action pour mettre fin à la vente de véhicules thermiques d'ici 2035

Fait marquant

Le *Department for Transport* publie son plan de décarbonation des transports

Le *Department for Transport* (DfT) a publié le 14 juillet, son [Transport decarbonisation plan](#) visant à rendre neutre en carbone le secteur des transports d'ici à 2050. Annoncé dès mars 2020 mais reporté plusieurs fois, le plan vise également à reconstruire mieux (*build back better*) et à améliorer «de manière concrète» le quotidien des habitants. Qualifié de «plan révolutionnaire» par le ministre des Transports Grant Shapps, il s'appuie très largement, dans la continuité du [Ten Point Plan](#), sur le progrès technique pour faire baisser les émissions (généralisation des biocarburants, efficacité énergétique améliorée, électrification des véhicules). Il précise également le calendrier relatif à l'arrêt de toutes les classes de véhicules thermiques et réaffirme le soutien du Gouvernement aux transports publics et aux mobilités douces. S'il appelle les Britanniques à être plus sobres dans leurs déplacements, il ne prévoit aucun changement radical ni n'entend pénaliser les usagers. Le financement du plan, essentiel à sa mise en œuvre, devrait être précisé d'ici l'automne comme s'y est engagé le *Treasury* via la publication d'une *Net Zero Review*. Si le plan a été plutôt bien accueilli, certaines incertitudes subsistent toutefois sur le rôle des autorités locales et la façon dont les grands projets d'infrastructures déjà lancés (ex : HS2, construction de routes) s'intégreront dans les objectifs fixés par le plan. Le plan entend également renforcer le *leadership* britannique climatique à quatre mois de la COP 26 prévue à Glasgow.

Chiffre de la semaine

392 000

Alors qu'environ 3 millions de ménages sont en situation de [précarité énergétique au RU](#), 392 000 foyers supplémentaires pourraient être incapables de payer leurs factures d'énergie l'hiver prochain en raison d'une hausse des prix qui pourrait avoisiner 10 %.



Climat & Energie

Flash – La *Heat and Building Strategy*, qui devait être publiée en juillet [pourrait être reportée à l'automne](#), B. Johnson ayant demandé plus de garanties pour protéger les consommateurs.

Flash – Le [Pape François](#) se rendra à la COP 26 si sa santé le permet.

Le BEIS souhaite revoir à la baisse les taxes vertes sur l'électricité afin d'encourager l'utilisation d'électricité décarbonée

Le ministre de l'Economie et de l'Energie, Kwasi Kwarteng, a [annoncé](#) que le Gouvernement souhaitait revoir la répartition des charges entre les factures d'électricité et de gaz afin d'encourager les particuliers à recourir davantage à l'électricité décarbonée. Selon le régulateur de l'énergie Ofgem, près de 23 % des factures d'électricité des ménages sont constituées de « taxes vertes », qui financent notamment une partie des investissements dans la production d'énergie renouvelable et subventionnent les projets d'efficacité énergétique pour les ménages les plus pauvres. En 2020, ces taxes représentaient 162 £ sur une facture d'électricité annuelle moyenne de 707 £. Les charges environnementales et sociales ne représentaient que 1,86 % des factures de gaz, soit 10,23 £ sur une facture annuelle de 550 £. M. Kwarteng a reconnu que les charges disproportionnées sur l'électricité - dont plus de 40 % a été produite à partir de sources renouvelables en 2020 – pouvaient avoir un effet désincitatif à la consommation d'électricité décarbonée, et devaient donc être réexaminées.

Le Gouvernement se divise sur la question d'une taxe d'ajustement aux frontières sur le carbone

[Le site spécialisé Inews](#) a rapporté que de profondes dissensions existaient au sein du Gouvernement au sujet de l'instauration d'une taxe carbone aux frontières qui fait partie des différentes mesures envisagées par le Gouvernement pour atteindre la neutralité carbone et protéger l'industrie britannique. Kwasi Kwarteng, le ministre de l'Economie et de l'Energie privilégierait une régulation accrue plutôt qu'une taxe pour éviter de faire payer aux consommateurs d'éventuels surcoûts. Rishi Sunak, le Chancelier de l'Echiquier serait lui favorable à la mise en place d'une taxe aux frontières, qui affecterait en priorité certains secteurs ou produits intensifs en carbone en provenance de l'étranger, comme l'acier, le pétrole raffiné ou encore le ciment. L'objectif est de protéger les industries nationales soumises à des réglementations environnementales plus strictes. Le Gouvernement pourrait, dès cet automne, adopter une telle taxe lors de la publication du budget (*spending review*). Néanmoins, certaines sources gouvernementales s'inquiètent des effets d'une telle taxe sur les relations du RU avec ses principaux partenaires commerciaux dans un contexte post-Brexit. L'Inde, notamment, est particulièrement opposée aux taxes d'ajustement carbone aux frontières et a [affirmé qu'elle s'y opposerait](#) lors de la COP 26 à Glasgow.

Trente-deux élus locaux signent un communiqué demandant plus de pouvoirs dévolus en matière de politique climatique

Trente-deux élus municipaux réunis à l'occasion du *Net Zero Local Leadership Summit* présidé par Alok Sharma ont [signé](#) une déclaration commune demandant au Gouvernement une plus grande dévolution des pouvoirs en matière de politique climatique. Ils s'appuient notamment sur le rapport « [autorités locales et sixième budget carbone](#) » du *Climate Change Committee* qui souligne que les autorités locales pourraient agir sur un tiers des émissions totales, et seraient des échelons décisionnels clés pour parvenir à réduire les émissions nationales de 78 % à l'horizon 2035 et de 100 % d'ici à 2050 par rapport à 1990. Le [communiqué](#) rédigé par le réseau d'élus engagés pour la cause climatique UK100 demande également davantage de moyens financiers pour les autorités locales, des pouvoirs élargis pour agir localement et davantage de transparence, en obligeant les collectivités à publier le montant de leurs émissions. Le communiqué rappelle que les autorités locales sont en première ligne pour réduire les émissions dans certains domaines clés (transports, rénovation énergétique des bâtiments, énergie et protection de la nature).

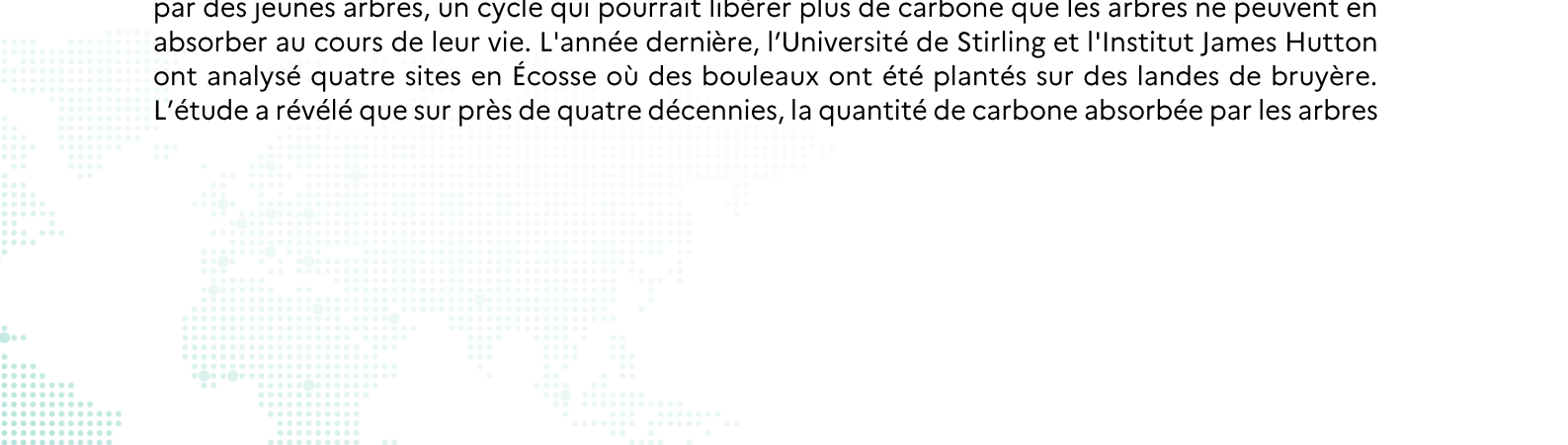
Environnement

Flash – Le Gouvernement invite les ménages à [ne plus tondre leurs pelouses](#) pour faciliter l'action des pollinisateurs.

Flash – Le développement de l'éolien maritime pourrait [entraîner](#) un déplacement conséquent des pêcheries britanniques.

L'Ecosse s'inquiète des effets néfastes potentiels de sa stratégie de plantation d'arbres

Alors que la plantation d'arbres est une des mesures clés adoptées par le Scottish National Party pour réduire les émissions écossaises de 75 % d'ici à 2030 et atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2045, des membres de la société civile et des scientifiques s'inquiètent de possibles [effets collatéraux](#) de cette stratégie. Alors que le gouvernement écossais a prévu de planter 20 M d'arbres par an à partir de 2025, dans le but d'absorber 4,4 M de tonnes de carbone d'ici 2050, la sylviculture pourrait devenir une source croissante d'émissions de gaz à effet de serre. La plupart des arbres plantés aujourd'hui seront abattus dans les 35 prochaines années et remplacés par des jeunes arbres, un cycle qui pourrait libérer plus de carbone que les arbres ne peuvent en absorber au cours de leur vie. L'année dernière, l'Université de Stirling et l'Institut James Hutton ont analysé quatre sites en Écosse où des bouleaux ont été plantés sur des landes de bruyère. L'étude a révélé que sur près de quatre décennies, la quantité de carbone absorbée par les arbres



a été compensée par un relâchement de carbone stocké dans le sol, du fait des techniques de labourage et de drainage utilisées.

Industrie

Flash – Le gouvernement britannique a admis qu'il devrait [revoir sa politique de construction de routes](#), d'un montant de 27 Md£, pour tenir compte des engagements en matière de lutte contre le changement climatique.

Coventry présente un plan pour la construction d'une gigafactory

La municipalité et l'aéroport de Coventry, dans les West Midlands, ont présenté une demande officielle d'aménagement pour la construction d'une *gigafactory*, qui pourrait créer jusqu'à 6 000 nouveaux emplois. La coentreprise a révélé ses plans pour la première fois [en février](#), dans l'espoir d'attirer des investissements de la part de producteurs de batterie ou de constructeurs automobiles et de démarrer la production d'ici 2025. Si ce projet voit le jour, il pourrait contribuer à maintenir la production automobile au cœur de la région des West Midlands, à proximité de plusieurs constructeurs, dont *Jaguar Land Rover*, *Aston Martin Lagonda* et *BMW*, ainsi que du plus grand centre de recherche sur les batteries du Royaume-Uni, le *UK Battery Industrialisation Centre (UKBIC)*. La société [InoBat](#) serait en pourparlers avec les autorités locales pour implanter une installation au niveau de l'aéroport désaffecté de Coventry.

Transport

Flash – Le Maire de Londres a annoncé que [le port du masque resterait obligatoire après le 19 juillet sur l'ensemble du réseau géré par Transport for London \(TfL\)](#), qui inclut le métro, le bus, le tramway, l'*Overground*, le *Docklands Light Railway (DLR)* et le *TfL Rail*.

Le Gouvernement souhaite mettre progressivement fin à la vente de nouveaux poids lourds diesel et essence d'ici 2040

Le Gouvernement a annoncé son intention de mettre progressivement fin à la vente de nouveaux poids lourds diesel et essence d'ici 2040 et a lancé une [consultation](#) à ce sujet. Celle-ci propose que les nouveaux véhicules à carburant fossile pesant entre 3,5 et 26 tonnes soient retirés de la vente d'ici à 2035, et que les véhicules de plus de 26 tonnes ne soient plus vendus après 2040, voire plus tôt si une transition plus rapide vers des modèles à zéro émission devient possible.



Le Gouvernement lance des consultations sur la décarbonation des secteurs de l'aviation et du maritime

En parallèle de la publication de son plan de décarbonation des transports (voir *supra*), le gouvernement a lancé des consultations relatives à la décarbonation des secteurs de l'aviation et du maritime. La [consultation sur le programme « Jet Zero »](#) vise à recueillir les attentes du secteur aérien concernant l'atteinte du Net Zero d'ici à 2050 et propose un objectif de neutralité carbone plus précoce pour l'aviation intérieure britannique, à horizon 2040. Dans le secteur maritime, plusieurs consultations seront lancées afin d'explorer la manière de réduire les émissions des navires, de soutenir la construction navale et le développement des technologies vertes.

Le Gouvernement publie son plan d'action pour mettre fin à la vente de véhicules thermiques d'ici 2035

En novembre dernier, le Gouvernement s'est engagé à mettre fin à la vente de véhicules à essence et diesel neufs d'ici 2030, et à la vente de véhicules hybrides d'ici 2035. Pour permettre le succès de cette transition, il a publié ce mercredi, en parallèle de son plan de décarbonation des transports (voir *supra*), un [plan d'action](#) définissant les principaux délais, les étapes clés et la manière dont les progrès en la matière seront évalués. Le Gouvernement a également ouvert une consultation suite à la publication d'un [livre vert](#) dans lequel il formule des propositions sur le cadre juridique qui s'appliquera aux constructeurs automobiles, afin d'améliorer l'efficacité énergétique des nouvelles voitures, camionnettes et poids lourds. Il propose par exemple de définir pour les constructeurs automobiles des seuils de production minimale de véhicules zéro émission, qui seraient relevés périodiquement à l'approche de 2050. Enfin, le Gouvernement a publié sa réponse à la [consultation sur le système de recharge intelligent](#) pour les véhicules électriques. Il souhaite que les nouveaux points de charge privés installés soient intelligents et répondent aux exigences en matière de cybersécurité, d'interopérabilité et de stabilisation du réseau.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international